



## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

### **Marché public de prestations intellectuelles**

**Prestataire .BUREAU.ALPE.S.CONTROLES**

**N° .....23 2031.....**

### **PSYCHIATRIE**

**Transfert vers le site de l'Hôpital Jean-Minjoz**

**Lot 1 : CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTION (CTC)**

### **PROCEDURE ADAPTEE**

La procédure est passée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Procédure adaptée : article L. 2123-1 de l'ordonnance et articles R.2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du décret suscité

CHU DE BESANCON  
DPIMS – Département Travaux  
3 Boulevard Alexandre Fleming  
25030 BESANCON CEDEX  
Tél : 03.81.21.80.77  
Email : [ntp@chu-besancon.fr](mailto:ntp@chu-besancon.fr)

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – CONTEXTE ET ENJEUX DE L’OPERATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
<b>3.1 – Pièces particulières .....</b>	<b>3</b>
<b>3.2 – Pièces générales.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 – DECOMPOSITION EN TRANCHES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 – RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 – DUREE DES INTERVENTIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 7 – DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS ET PENALITES POUR RETARD .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 8 – DUREE ET DELAIS DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 9 – PRIX ET MODALITE DE REGLEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>9.1 – Prix .....</b>	<b>5</b>
<b>9.2 – Variation dans les prix .....</b>	<b>5</b>
<b>9.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée.....</b>	<b>6</b>
<b>9.4 – Avance.....</b>	<b>6</b>
<b>9.5 – Cautionnement – Retenue de garantie.....</b>	<b>6</b>
<b>9.6 – Facturation .....</b>	<b>6</b>
<b>9.7 – Paiement .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS et ACHEVEMENT DE LA PRESTATION....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 – PENALITES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 12 – CONTROLES DE QUALITE DU SERVICE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 13 – DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 15 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 16 – MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L’EXECUTION DE LA MISSION.....</b>	<b>9</b>
<b>16.1 – Remplacement à l’initiative du titulaire .....</b>	<b>9</b>
<b>16.2 – Remplacement à l’initiative du maître d’ouvrage .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 17 – MARCHES COMPLEMENTAIRES ET/OU DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 18 - RESILIATION DU MARCHE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 19 – ARRET DE L’EXECUTION DES INTERVENTIONS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 20 – NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 21 – ASSURANCES OBLIGATOIRES ET CONTRACTUELLES .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 22 – DEROGATIONS au CCAG – Prestations intellectuelles .....</b>	<b>10</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE**

La procédure de consultation est celle d'un marché public en procédure adaptée en application des articles R 2123-1, R 2123-4 et R 2123-5 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Il porte sur une mission de contrôle technique pour l'opération « Psychiatrie – Transfert vers le site de l'hôpital Jean-Minjoz ».

## **ARTICLE 2 – CONTEXTE ET ENJEUX DE L'OPERATION**

Le contexte et les objectifs du projet sont décrits dans la synthèse du programme joint au DCE.

Ce projet sera réalisé sur le site de l'hôpital Jean Minjoz.

Il complète ou déroge, pour la mission ou chaque mission ou phase d'intervention, aux définitions du cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de contrôle technique (CCTG-CT), approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999. En cas de contradiction entre ces documents, l'ordre de priorité est fixé par le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

## **ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les documents contractuels le régissant sont dans l'ordre décroissant de priorité :

### **3.1 – Pièces particulières**

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, dûment paraphé, daté et signé par le titulaire, dont l'original est conservé par le pouvoir adjudicateur
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- La note méthodologique remise dans son offre par le titulaire du présent marché.

### **3.2 – Pièces générales**

- Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles, publié au JORF le 1<sup>er</sup> avril 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés de contrôle technique (CCGT-CT), approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999.
- La norme NF P03-100 définissant les critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

L'ensemble de ces pièces constitutives est classé par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction à l'intérieur d'une pièce constitutive, il sera recherché la volonté des parties.

## **ARTICLE 4 – DECOMPOSITION EN TRANCHES**

Sans objet.

**ARTICLE 5 – RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE**

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié doit être effectué dans les conditions décrites à l'article 16 du présent CCAP.

**ARTICLE 6 – DUREE DES INTERVENTIONS**

Les interventions du contrôleur technique s'achèvent à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, telle que définie à l'article 44 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

**ARTICLE 7 – DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS ET PENALITES POUR RETARD**

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité en cas de retard dans la remise des divers documents dus au titre de sa mission.

Les délais pour remettre ces documents sont fixés comme suit :

DOCUMENTS	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS
Rapport sur programme y compris missions complémentaires	1 semaine
Rapport sur APS (3ex)	2 semaines
Rapport sur APD	2 semaines
Rapport sur autorisation d'urbanisme et modificatif(s)	2 semaines
Rapport sur le PRO et Rapport Initial	2 semaines
Avis sur les documents d'exécution	7 jours calendaires
Rapport de vérification réglementaire après travaux y compris attestation sécurité	1 semaine avant la passage de la commission
Rapport final de contrôle technique y compris attestation accessibilité	1 semaine avant la visite de la commission d'accessibilité
Rapport à l'issue de la période de parfait achèvement	3 semaines avant le parfait achèvement

Pour la remise des différents rapports listés ci-dessus, ainsi que de l'état mensuel de suivi décrit au CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 100€ HT par jour de retard, sans mise en demeure préalable du pouvoir adjudicateur. Pour la remise des avis sur documents d'exécution, le titulaire encourt dans les mêmes conditions une pénalité de 50€ HT par jour de retard.

Le contrôleur technique encourra une pénalité de 100€ HT pour non présence à la réunion de chantier hebdomadaire tous les quinze jours, ou à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué.

**ARTICLE 8 – DUREE ET DELAIS DU MARCHE**

Le délai d'exécution du présent marché court de la date de notification de l'ordre de service correspondant à l'analyse du programme et se terminera à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle de la mission est précisée dans l'acte d'engagement.

## ARTICLE 9 – PRIX ET MODALITE DE REGLEMENT

### 9.1 – Prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire et révisable.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenant autre que la maîtrise de l'ouvrage au titre de la présente opération.

#### Rémunération complémentaire pour prolongation du délai d'exécution :

Au cas où la durée des travaux se trouverait augmentée pour une raison indépendante du titulaire, celui-ci aurait droit à être indemnisé du fait de cette augmentation sur présentation d'un rapport justificatif détaillé des prestations supplémentaires effectuées, en liaison avec l'allongement des délais.

Le cas échéant, cette rémunération complémentaire s'appliquera à chacune des sous-phases de cette phase. L'augmentation sera égale à la rémunération de base de chacune des sous-phases divisée par le nombre de mois du délai prévu pour chaque sous-phase aux plannings contractuels initiaux et ceci par mois de prolongation.

Cette rémunération complémentaire fera l'objet d'un avenant au marché initial.

### 9.2 – Variation dans les prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées ainsi qu'il suit :

- Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois, est appelé « mois zéro » ( $m_0$ )
- L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ingénierie « I » (base 100 en janvier 1973) publié au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des travaux publics.

Le coefficient de révision  $c_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$c_n = 0,125 + 0,875 \times (I_{n-6} / I_{0-6})$$

avec :  $I_{0-6}$  = valeur de l'index du mois d'établissement des prix moins 6 mois

$I_{n-6}$  = valeur de l'index du mois de l'établissement de l'acompte par le titulaire moins 6 mois

**Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.**

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive en fin de marché, ou en fin de chaque année si l'exécution du marché s'échelonne sur plusieurs années.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans le présent marché, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

### 9.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

### 9.4 – Avance

☐ aucune avance n'est versée au titulaire (marché < 50 000€ HT)

Ou

☐ une avance est versée au titulaire en application des articles R 2191-3 à R 2191-10 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le versement de cette avance en le précisant dans l'acte d'engagement.

Son montant est égal à 5% du montant initial du marché (en prix de base) si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois.

Son montant est déterminé par la formule suivante si le délai N d'exécution du marché dépasse douze mois :

$$\text{Avance} = 0,05 \times 12/N$$

Le délai global de paiement commence à courir à compter de cette avance, intervient dans un délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial hors TVA du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial TVA du marché. Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Conformément à l'article R 2191-15 du code de la commande publique (CCP), dans le cas de la conclusion d'un marché complémentaire ou similaire, la même procédure sera adoptée pour le versement de l'avance.

### 9.5 – Cautionnement – Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de cautionnement, ni de retenue de garantie.

### 9.6 – Facturation

Les situations seront établies à chaque fin de mois et transmises au Client en un exemplaire déposées sur la plateforme CHORUS PRO.

La TVA applicable est celle en vigueur à la date de la facturation.

### Présentation des demandes de paiements

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation **Chorus Pro**

Pour la facturation électronique : les Identifiants Chorus du Client sont :

Etablissement	Siret	Code service	Libellé service
CHRU BESANCON	262 501 760 00264	TRAVAUX	DPIMS DEPARTEMENT TRAVAUX ET SECURITE

**Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire des prestations réalisées ou leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

**9.7 – Paiement**

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG PI.

Tout document ne correspondant pas au niveau de définition attendu sera réputé non reçu.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 50 jours.

Le dépassement du délai de paiement fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux applicable est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Le règlement des sommes dues au titulaire du marché fait l'objet d'acomptes comme indiqué ci-après.

ACOMPTE	ECHEANCE	POURCENTAGE DU FORFAIT DE REMUNERATION
1er	Après approbation du rapport sur le programme et études annexées	100 % de la phase
2ème	Après approbation du rapport sur les 3 APS	100 % de la phase
3ème	Après approbation du rapport sur APD et PC	100 % de la phase
4ème	Après approbation du rapport sur PRO	100 % de la phase
Acomptes mensuels	A la fin de chacun des mois suivant la délivrance de l'ordre de service du début des travaux et jusqu'à réception de l'ouvrage, 90% du marché feront l'objet d'acomptes mensuels	90 % de la phase
Acomptes avant solde	Après avis favorable de la commission de sécurité	5 % de la phase
Solde	A la délivrance du procès-verbal d'achèvement de la mission	5 % de la phase

*Nota 1* : les rapports sur Programme, AVP sont présumés acceptés sans observations 20 jours après leur remise au maître d'ouvrage. Pour le PRO, ce même délai est porté à 4 semaines.

*Nota 2* : l'avis favorable de la commission de sécurité ne peut être considéré obtenu tant que le titulaire n'aura pas fourni le rapport signifiant la levée des réserves éventuellement formulées précédemment.

## **ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS et ACHEVEMENT DE LA PRESTATION**

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles.

Ces opérations de vérifications sont effectuées par le CHU au terme de chacune des phases, dans l'ordre chronologique et dans les conditions des articles 28 et 29 du CCAG/PI.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 29 au CCAG-PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

## **ARTICLE 11 – PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI en cas de non-respect des stipulations fixées aux pièces constitutives du présent marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées comme suit :

- Retard dans la remise de documents : 100 € HT / jour de retard et par document
- Absence non justifiée en réunion : 100 € HT par réunion.

## **ARTICLE 12 – CONTROLES DE QUALITE DU SERVICE**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des prestations fournies par le titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par le maître d'ouvrage ou par un tiers à sa demande, sont opposables au titulaire.

## **ARTICLE 13 – DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE**

Les droits respectifs de l'acheteur et du titulaire s'appliqueront conformément au chapitre 6 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE**

Le titulaire est tenu conventionnellement au secret professionnel le plus absolu sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions par son personnel, et celui de ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils confiés par le maître d'ouvrage.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du maître d'ouvrage, s'engage à ce que toutes les informations et savoir-faire transmis par ce dernier ne pourront être ni utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la maîtrise d'ouvrage. La méconnaissance de cette obligation obligerait le titulaire à en courir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir faire ou toute technique relatifs à l'activité de la maîtrise d'ouvrage qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données relative à ses propres affaires.



## **ARTICLE 15 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**

**Le titulaire s'engage à réaliser les prestations de la mission conformément aux normes, décrets et textes en vigueur à la date de réalisation de leur étude.**

**Avant tout commencement d'exécution du marché, le titulaire doit avoir souscrit toutes les assurances décrites à l'article 19 du présent CCAP.**

Il est interdit au titulaire du présent marché de céder ou sous-traiter tout ou partie de la prestation en cours d'exécution sans y avoir été expressément autorisé par décision de la maîtrise d'ouvrage.

## **ARTICLE 16 – MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA MISSION**

### **16.1 – Remplacement à l'initiative du titulaire**

Le titulaire ne peut remplacer la ou le(s) personne(s) physique(s) chargée(s) de l'exécution de la présente mission qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle(s) ci qui n'est pas du fait du titulaire.

Le changement de personne devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG/PI.

Le CV transmis devra être conforme aux prescriptions de l'article 4 du règlement de consultation.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à la personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

### **16.2 – Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage**

Dans les cas suivant :

- Insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences fondamentaux du contrôleur technique
- Comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants.

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire le remplacement de la personne déficiente. Le titulaire devra proposer un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande. Le remplaçant proposé sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG/PI.

## **ARTICLE 17 – MARCHES COMPLEMENTAIRES ET/OU DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

Réalisation de prestations similaires : en application de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement un ou plusieurs nouveaux marchés publics, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, avec le titulaire du présent marché public. Ces nouveaux marchés publics doivent être conclus dans les 3 ans à compter de la notification du marché public initial.

## **ARTICLE 18 - RESILIATION DU MARCHE**

La maîtrise d'ouvrage peut résilier de plein droit selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/PI.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de demander au titulaire le remplacement du personnel affecté au projet pour des raisons dûment justifiées.

Le refus ou l'impossibilité pour le titulaire de se soumettre à cette injonction peut entraîner la résiliation du marché.

En outre, la réalisation aux torts du titulaire pourra intervenir lorsque les renseignements fournis, concernant les attestations sur l'honneur et les renseignements exigés aux articles L 2141-1 à L2141-5 de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et R 2143-3 à R 2143-15 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

#### **ARTICLE 19 – ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS**

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque partie technique ou éléments de mission définis ci-après :

- à l'issue de l'établissement de l'APS
- à l'issue de l'établissement de l'APD
- à l'issue de l'établissement du PRO
- à l'issue de la consultation des entreprises.

#### **ARTICLE 20 – NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES**

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent marché pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R 2191-46 et suivants du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

#### **ARTICLE 21 – ASSURANCES OBLIGATOIRES ET CONTRACTUELLES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le contrôleur technique (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil.

Le contrôleur technique (en la personne de chacune de ses composantes) doit également justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle de droit commun. Une telle attestation est à produire à chaque échéance annuelle jusqu'à la date d'expiration du marché.

Il devra fournir une attestation de responsabilité civile décennale justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération à la date de déclaration d'ouverture de chantier et à l'appui de sa demande de paiement finale.

Le mandataire du groupement justifiera d'une couverture complémentaire en sa qualité de mandataire commun.

Les conditions d'assurances du titulaire du marché, de ses cotraitants et de ses éventuels sous-traitants seront fixées et précisées dans le cadre d'un additif au présent CCAP qui fera l'objet d'un avenant au marché initial du contrôleur technique.

Cet additif prendra en considération les caractéristiques techniques et financières du projet retenu.

L'additif au CCAP sera complété des modèles d'attestations de responsabilité professionnelle et décennale – documents contractuels – à produire par les intervenants en temps opportun.

#### **ARTICLE 22 – DEROGATIONS au CCAG – Prestations intellectuelles**

L'article 11 du présent CCAP déroge à l'article 14 (pénalités) du CCAG/PI.

Fait à Besançon, le 1<sup>er</sup> mars 2023

Lu et approuvé,  
Le titulaire du marché  
(cachet et signature)

  
**BUREAU ALPES CONTROLES**  
2 bis rue Brabant  
25000 BESANCON  
Tél. 03 39 25 02 89 Fax 03 73 27 03 42  
SIRET 351 812 698 00543  
RCS Besançon